
**LE REGAIN D'INTÉRÊT DU SECTEUR AGRICOLE EN GRÈCE :
TENDANCE LOURDE OU PASSAGÈRE ?**

Par Dimitris Goussios, Professeur en développement et aménagement de l'espace rural, Université de Thessalie (Grèce).

MAI 2011

www.agrobiosciences.org

ÉDITÉ PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES

Mission Agrobiosciences
Enfa BP 72 638
31 326 Castanet Tolosan
tel : 05 62 88 14 55



Dans sa revue de presse du 8 avril 2011, « *Crise économique : l'agriculture grecque tire son épingle du jeu* »¹, la Mission Agrobiosciences se faisait l'écho d'une surprenante tendance. Surprenante, au regard du contexte qui l'a vu naître, celui de la crise financière de 2008 et de ses nombreux remous au sein de la zone euro. Alors que le Portugal venait de demander officiellement une aide à l'Union européenne et au FMI, que l'on craignait un risque de contagion de la dette à d'autres pays de la zone euro, une étude révélait ceci : en Grèce, le tout premier pays touché, la crise économique a profité au secteur agricole.

Relayés par Courrier International et les Echos, les résultats de cette étude montrent ainsi que non seulement ce secteur est le seul à avoir vu son nombre d'actifs croître mais que ces nouveaux actifs agricoles ont un profil pour le moins déroutant. Il s'agit en effet, majoritairement, de personnes âgées de 45 à 64 ans.

Comment expliquer, alors que la Grèce est confrontée à une crise majeure et que de nombreux secteurs d'activité accusent le coup, que l'agriculture tire ainsi son épingle du jeu ? S'agit d'un réel regain d'intérêt ou d'une tendance passagère ? Pour mieux comprendre cette actualité, la Mission Agrobiosciences a sollicité le point de vue d'un spécialiste de ces questions : Dimitris Goussios, Professeur en développement et aménagement de l'espace rural, Université de Thessalie (Grèce).

¹ L'article est accessible en suivant ce lien :
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3048

LE REGAIN D'INTÉRÊT DU SECTEUR AGRICOLE EN GRÈCE : TENDANCE LOURDE OU PASSAGÈRE ?

Par Dimitris Goussios, Professeur en développement et aménagement de l'espace rural, Université de Thessalie (Grèce).

Tout essai pour répondre à la question de savoir si le regain d'intérêt que connaît le secteur agricole en Grèce est une tendance lourde ou tout au contraire passagère, se heurte au fait que l'émergence du phénomène est assez récente et se déploie en même temps que la crise économique qui touche la Grèce depuis 2009. Cette contrainte rend difficile à quiconque voudrait chercher au-delà des conséquences de la crise observées dans l'accroissement des effectifs d'emploi agricole les trois dernières années, des signes d'un changement plus structurel et moins conjoncturel de l'agriculture familiale.

Pour éclairer ce phénomène de retour, il faudrait donc le situer dans le processus d'évolution et d'adaptation de l'agriculture familiale grecque face à des enjeux qui déterminent ses rapports tant avec son secteur et l'espace rural qu'avec l'économie du pays – par exemple, la concurrence mondiale et inter-européenne, la réforme de la PAC ou encore la décentralisation.

Les récentes évolutions de l'agriculture familiale grecque

La paysannerie grecque a toujours eu des rapports privilégiés avec l'Etat, ce dernier ayant réalisé, en 1927, l'une des réformes agraires les plus radicales d'Europe en faveur de sa paysannerie. En contrepartie, celle-ci a été intégrée dans un système de clientélisme politique (prêts facilités, emploi dans le secteur public etc.). Cette agriculture est restée depuis, en dépit de l'adoption dès 1955 du modèle agricole intensif, une agriculture familiale de petites exploitations modernisées. Elle a donc pu, d'une certaine façon, concilier modernisation et non concentration foncière. Ceci s'explique par l'aide apportée par l'Etat dans la mise en place d'un système de microcrédit et de vulgarisation efficaces, et la coopération informelle à base de relations de parenté pour la mécanisation.

Depuis 1981, les gains de la modernisation de l'exploitation et l'adhésion à l'Union Européenne (UE) ont permis un accroissement et une stabilisation du revenu familial. La famille pouvait dorénavant élaborer sa propre stratégie de façon plus cohérente et viser notamment la diversification de l'emploi interfamilial afin d'éviter l'émiettement de la petite exploitation. Elle le fit via l'éducation des enfants, valeur traditionnellement très forte en Grèce. Au moins un des enfants devait achever des études universitaires et chercher du travail, de préférence dans le domaine public et parapublic. Les autres étaient orientés, après leurs études (secondaires, IUT...), vers l'exploitation et/ou vers une activité à la petite ville, la famille prenant en charge le capital d'investissement initial.

Cet objectif stratégique a été favorisé par le fait que les petites villes rurales, tout en maintenant un artisanat agro-alimentaire traditionnel et familial, ont vu leur secteur commercial se développer grâce à la hausse du pouvoir d'achat comme au maintien de la population rurale. Les commerces étaient de plus en plus souvent dirigés par des membres des familles agricoles. Par ailleurs, un phénomène d'agriculture à distance s'est développé, permettant aux jeunes agriculteurs de devenir pluriactifs. Ce phénomène explique en partie la course vers la modernisation de l'exploitation : moderniser, c'est aussi se libérer des contraintes du travail agricole.²

Pendant cette période qui suit l'adhésion à l'UE, le secteur agricole n'a pas réussi à accroître la valeur ajoutée de ses productions. Au contraire, la Grèce, autarcique en denrées agricoles avant l'adhésion, est devenue

² Cet acquis (modernisation de l'agriculture, main d'œuvre disponible) n'a pas pu être valorisé par le secteur de transformation des villes rurales et régionales comme se fut le cas par exemple, dans le processus d'émergence de la dite « troisième Italie ».

importatrice de plus de 60% de ses besoins alimentaires, en provenance des pays du Nord. Parallèlement, le mouvement coopératif s'est étioilé. La Grèce, attachée aux gains du système intensif agricole, a eu du mal à réorienter son agriculture vers une compétitivité basée sur la qualité et l'identité, autrement dit, une agriculture plus durable et territoriale. En Grèce, le rural continue d'être perçu par les politiques nationales et régionales comme un espace dont les ressources agricoles peuvent être exploitées par les investissements ponctuels d'un secteur organisé régionalement, ce qui explique les difficultés d'émergence des filières locales ayant de fortes attaches avec les territoires ruraux. Ces faibles performances du secteur agricole assisté par la Politique Agricole Commune (PAC) comme la diminution progressive des subventions, ont poussé et poussent encore plus la famille agricole vers la pluriactivité.

Un modèle bousculé par les crises...

Le premier changement dans le positionnement et la stratégie socio-économique de la famille agricole par rapport au triptyque « exploitation - pluriactivité – exode », coïncide avec la toute première période qui suit l'entrée du pays en 2001 dans l'UE et notamment la réforme de la PAC en 2002. Ces deux événements n'ont fait qu'accélérer les répercussions sur les deux domaines que ciblait traditionnellement la famille agricole pour ce qui concerne l'emploi de ses enfants.

Citons tout d'abord le système agro-commercial des petites régions rurales. Celui-ci entre en crise pour deux raisons : d'une part le renforcement de la concurrence³ qui touche l'entreprise de commerce de détails tenue par des membres de la famille agricole ; et d'autre part, la réforme de la PAC de 2002, marquée par l'introduction du découplage⁴ des aides. Ce système a induit une diminution des subventions et, par conséquent, du revenu agricole.

Autre domaine concerné : le secteur public, avec la crise de dette du pays survenue en 2008-09. Cette crise se traduit avant tout comme une

³ Arrivée de grands supermarchés étrangers, importations des produits agricoles...

⁴ Les aides ne sont plus fonction de la production mais de la surface ce qui tend à privilégier les exploitations les plus vastes.

crise de l'Etat lui-même et du système politique. Elle conduit à la réduction du secteur public, au chômage en ville, à la diminution du pouvoir d'achat et de la consommation ainsi qu'au blocus du système clientéliste.

Cette double crise se distingue dans l'espace et dans le temps. La crise du système agro-commercial se traduit comme la fin du modèle pluriactif familial fondé sur la petite exploitation assistée par la PAC et l'entreprise commerciale à l'échelle des petites régions rurales. Quant à la crise du secteur public, elle montre pour la première fois depuis 1960, les limites de l'exode comme objectif stratégique pour l'emploi et l'ascension socio-économique des jeunes membres de la famille agricole.

...mais qui n'en reste pas moins attractif

Reste ceci : face à ces difficultés et au risque d'un chômage à longue durée, le secteur agricole apparaît à nouveau attractif et offre des opportunités intéressantes même pour la petite exploitation familiale. Ce nouveau contexte est déterminé par plusieurs éléments. En premier lieu, l'existence de la PAC, une politique stable qui soutient les petites exploitations et assure leur ancrage dans le territoire depuis 2002. A cette politique agricole s'ajoutent des programmes de développement tels que les programmes LEADER⁵ et PIDER⁶. En second lieu, le secteur agricole grec offre de grandes possibilités d'accroissement de la valeur ajoutée notamment dans le domaine des produits de qualité et d'indications géographiques de provenance, des aliments fonctionnels mais aussi celui de l'agrotourisme. Ensuite, la demande de produits de terroirs et de qualité est supérieure à l'offre, laquelle est, de fait, largement assurée par les grandes firmes de l'Europe du Nord. Enfin, existe la possibilité de lier exploitation, agriculture et agro-tourisme.

A ces opportunités, il faut ajouter aussi l'amélioration des conditions d'accueil favorables aux jeunes agriculteurs ou entrepreneurs originaires du milieu rural. Celle-ci a plusieurs origines. La première est liée à

⁵ Leader est un programme européen destiné aux zones rurales. Pour en savoir plus : <http://www.una-leader.org/>

⁶ Pour Programme Intégré pour le Développement de l'Espace Rural (en grec OPAAX). Programme de type Leader spécialement conçu pour les zones de montagnes et défavorisées.

l'avancement des réformes de décentralisation qui, dans les années 1994 et 1997, ont renforcé le premier et le second degré des collectivités territoriales. De ceci, il faut retenir que les limites administratives de la Collectivité Territoriale au premier degré tendent à correspondre à celles des petites régions rurales historiques.

A cela s'ajoute le maintien de la petite agriculture familiale. Ce dernier a permis de laisser intact un tissu relativement dense d'exploitations familiales maîtrisant le foncier. Un milieu socio-économique et solidaire particulièrement favorable à l'installation de jeunes pluriactifs ou émigrés.

Par ailleurs, il faut ici préciser que, en Grèce, les familles ont conservé leur capital. Ainsi, les terres et biens familiaux ont été confiés aux membres de la parenté restés au village. Or ces derniers constituent pour chaque famille un patrimoine inaliénable, une sorte d'assurance sociale élémentaire dans un pays où le rôle de l'Etat-providence est peu effectif.

S'il s'agit là des principales raisons, d'autres éléments peuvent également être mentionnés. Citons notamment l'existence des Agences de Développement très proches du local, l'abondante main d'œuvre (principalement des immigrés des Balkans), ou encore le fait que le rural apparaît comme un cadre de vie et d'emploi moins répulsif et plus attractif que la ville en crise d'emploi.

Quand la petite exploitation familiale tire son épingle du jeu

Si la crise des services commerciaux a touché l'un des piliers de l'activité des familles – la petite entreprise –, la réforme de la PAC de 2002 et la diminution des aides ont mis à jour l'handicap structurel de l'exploitation familiale : le rapport petite taille/faible valeur ajoutée de ses productions. Reste que la nouvelle possibilité d'entreprendre dans le domaine d'une agriculture plus territoriale, possibilité favorisée par la PAC, a permis de surpasser ce handicap. Ainsi, le processus de valorisation des ressources agro-alimentaires dans un cadre territorial peut être mieux maîtrisé à l'échelle de la famille ; il ne dépend donc plus de la taille de l'exploitation. Dès lors, la petite agriculture familiale trouve, dans la production des produits de qualités et sous appellations d'origine, un moyen très efficace pour devenir compétitive. Ce phénomène

explique la première vague d'installations orientées vers l'agriculture territoriale et notamment l'élevage ovin, ou l'agriculture biologique... dès le lendemain de la réforme de la PAC. Avant, donc, la crise du pays survenue en 2009.

Depuis le milieu des années 2000, on observe un mouvement des « élites » en direction de l'agriculture. Ce mouvement se traduit de trois manières différentes.

Il y a, tout d'abord, la création d'entreprises agricoles familiales portée par des entrepreneurs qui, le plus souvent, ont des liens avec leur lieu d'origine. Un exemple parmi d'autres. Diplômées de Littérature grecque, deux sœurs décident de quitter Athènes pour revenir s'installer à Corinthe, leur village d'origine. L'une des deux sœurs, professeur de langue grecque à l'Université d'Izmir découvre un jour en Suisse la qualité gastronomique des champignons. La qualité... et le fait que la demande pour ce produit est très forte. Les champignons étant abondamment présents dans leur village, elles décident de créer leur entreprise, qui est désormais l'une des plus importantes en Grèce. Ce n'est pas tout. Car elles ont également créé un centre d'information et de formation à l'attention des personnes qui souhaitent s'investir dans ce secteur et mettent en vente, dans ce centre, la production des exploitants débutants.

Ensuite, on peut citer la reprise des exploitations familiales par de jeunes fils d'agriculteurs. Il s'agit souvent de personnes diplômées et/ou pluriactives bénéficiant d'une expérience dans la gestion d'une entreprise de commerce en ville. Un cas illustre parfaitement ce phénomène. Celui d'un jeune informaticien de 35 ans revenu au village pour cultiver, dans l'exploitation familiale et sur des terres semi-montagneuses, de la menthe. Cultiver mais aussi transformer puisqu'il produit lui-même des arômes, savons et autres produits dérivés qu'il distribue via un réseau de clients fidèles.

Enfin, il ne faut pas oublier les initiatives portées par des petits groupes d'agriculteurs dynamiques dans le domaine des cultures à haute valeur ajoutée et territorialisantes. Ces initiatives portent sur des productions pour lesquelles on peut valoriser des acquis (histoire, patrimoine naturel et culturel...) et qui abondent dans l'espace rural grec. Ce type d'initiatives peut être illustré par l'exemple suivant. A Pharsale, l'une des zones agricoles les plus intensives et productivistes de la Grèce,

un groupe de 30 agriculteurs, pratiquant jusqu'à hier des cultures industrielles très intensives et mécanisées, se tournent, avec l'aide de l'Université et de l'INRA, vers celle des plantes médicinales. Pour ce faire, ils mobilisent leurs liens et leurs connaissances avec la Diaspora d'Australie pour organiser un réseau d'exportation.

On le voit, ce mouvement des « élites » se traduit de différentes manières. Par son éducation et ses expériences professionnelles, ce potentiel humain récupéré par le territoire rural, se montre le mieux placé pour entreprendre la restructuration de l'exploitation, et faire face aux contraintes concernant l'accès et l'application des politiques européennes. Leurs initiatives, individuelles ou collectives, s'appuient, parfois, sur le tissu des Agences de Développement notamment via les programmes de type LEADER. Sans oublier l'abondante main d'œuvre des immigrés des Balkans évoquée plus haut.

Cette évolution ne touche pas seulement la plaine. Dans les montagnes aussi, on observe un retour de la « diaspora nationale » qui avait quitté la campagne pour les villes dans les années 1960. Cette diaspora est l'une des plus organisées mondialement, avec plus de 15.000 associations œuvrant jusqu'à hier pour la patrimonialisation de son territoire. Depuis les années 1990, elle densifie ses visites de séjour, visites favorisées par les progrès dans les transports et les télécommunications. En même temps, elle découvre les possibilités de développement de ses villages d'origine. Ainsi, elle contribue à la territorialisation de son patrimoine, et dans ce mouvement, il y a souvent de la place pour le développement des produits agro-alimentaires territoriaux.

Une tendance nette, chiffres à l'appui

L'ampleur quantitative de ce phénomène de retour est incontestable. La statistique enregistre au cours des trois dernières années (2008-2010) un accroissement d'environ 7% des emplois dans l'agriculture soit 38.000 personnes (52.000 nouveaux emplois pour 14.000 départs). Ceci étant dit, on sait que l'impact socio-économique de la crise n'apparaît en réalité qu'à partir du milieu de 2009. Par conséquent, ce mouvement semble s'être initié un peu avant la crise.

A partir des données fournies par les enquêtes de terrain et d'autres sources (programme d'installation de type Leader), il apparaît que ce

mouvement est porté par deux groupes bien distincts. Le premier groupe est celui des salariés (15.000), des retraités (5.000) et des « abrités », c'est-à-dire ceux qui cherchent, après un licenciement ou la fermeture de leur petite entreprise, un revenu et une couverture sociale. Voilà qui explique pourquoi, lorsque l'on regarde le profil des personnes qui se tournent vers le secteur agricole, on rencontre principalement des gens âgés de 45 à 64 ans et/ou de la catégorie socioprofessionnelle « auto-employés ».

Le second groupe est composé d'entrepreneurs qui se sont installés avant la crise. Plusieurs indicateurs en témoignent. On observe en effet d'un côté une nette stabilisation des effectifs dans le groupe d'âge de 25-39 ans, par rapport aux pertes mentionnées avant 2007 et, de l'autre, un accroissement dans le groupe d'âge de 40-54 ans même à partir de 2006. Pour ce qui concerne le groupe des 15-45 ans, on enregistre 12.000 personnes reparties dans les régions urbanisées et/ou touristiques. De même, on observe un accroissement important et constant depuis 2006, donc trois ans avant la crise, des effectifs (12.000) de la catégorie professionnelle « agriculteur avec du personnel ».

A la lumière de ces données chiffrées, on peut donc soutenir que la crise n'a fait que renforcer, par le retour précipité de personnes originaires des régions rurales les plus affectées par elle, un mouvement d'installation déjà en cours et porté par des entrepreneurs issus des milieux agricoles et ruraux. Il s'agit d'un nouveau processus de changement structurel au sein du secteur agricole et sur la base d'une agriculture plus durable et territoriale.

Dans le contexte actuel marqué par l'incertitude de l'emploi, l'agriculture apparaît à nouveau comme un terrain d'investissement attractif aussi bien pour les membres pluriactifs de la famille agricole, que pour les entrepreneurs urbains d'origine rurale. Elle constitue à la fois une solution alternative face à cette crise d'emplois généralisée qui touche surtout la ville, un secteur d'intervention pour les jeunes ruraux, plus prometteur que d'autres au sein de l'économie locale et régionale. Dans ce cadre, la PAC continue de jouer un rôle décisif dans la stabilité des revenus et le soutien des initiatives de restructuration.

De l'agriculteur à l'entrepreneur

En Grèce, l'agriculteur, chef d'une petite exploitation modernisée, n'a pas pu revêtir l'image d'un agriculteur-entrepreneur telle qu'elle a été construite en Europe du Nord pendant les trente glorieuses, du fait même de la petite taille de son entreprise. Par contre, la PAC a contribué à améliorer son image, notamment entre les années 1981-2002.

Le grand changement réside dans le point suivant : les stratégies des exploitations agricoles, en s'orientant plus vers l'intégration territoriale de leurs activités (production, consommation locale, agrotourisme...), d'une part, bénéficient du soutien des politiques rurales plus territorialisées et, d'autre part, ne nécessitent plus de grandes superficies pour être rentables. Dans ce cadre, l'aspect productiviste emblématique des années 1960-80 et qui a fortement contribué à la construction de l'image de l'agriculteur moderne, cède sa place à d'autres valeurs liées à la durabilité, l'identité, la santé, la qualité de vie, la protection de l'environnement, etc.

La nouvelle image de l'agriculteur-entrepreneur intègre donc de plus en plus la dimension territoriale de l'activité agricole. Le territorial signifie, pour ces jeunes entrepreneurs, une solidarité retrouvée pour faire face à une compétitivité de plus en plus insupportable. Après 30 ans de subventions qui ont fait de l'agriculture un secteur « assisté », ces jeunes renouent avec une démarche entrepreneuriale autrefois négligée : qu'il s'agisse de la 1^{ère} ou 2^{ème} génération, ils mobilisent de nouveau leurs liens, leurs réseaux et leurs expériences pour entreprendre dans l'agriculture territoriale. Réussir dans la mobilisation des ressources territoriales par l'activité agricole, devient un fait reconnu et partagé par la société locale.

La petite exploitation familiale : un modèle d'avenir ?

Cette tendance est fortement favorisée par l'existence de la petite agriculture familiale. Celle-ci, a été sévèrement critiquée dans le passé, notamment par rapport aux performances productivistes du système agricole dominant. Mais, dans le cas de la Grèce, elle apparaît aujourd'hui comme la structure socio-économique la mieux placée par ses liens avec l'espace rural, pour contribuer à l'accueil des nouveaux arrivants et à la construction d'une agriculture pouvant constituer un véritable pilier du développement territorial rural.

Nous avons rappelé comment les familles avaient conservé leur capital, les terres et les biens familiaux ayant été confiés aux membres de la parenté restés au village. La question de l'installation ne se limite donc pas à l'aspect économique et technique ni au concours de la PAC : elle dépend également des conditions locales favorisant l'intégration socio-culturelle.

Ces jeunes nouvellement installés sont souvent porteurs d'initiatives innovantes qui ne peuvent que favoriser l'émergence des processus ascendants de territorialisation. Leur rôle sera décisif dans la participation du rural pour la première fois comme interlocuteur dans l'élaboration d'une action territoriale publique. La construction de l'agriculture territoriale est en interaction avec celle des territoires ruraux. La forte interdépendance qui résulte nous fait découvrir la voie que la petite agriculture familiale peut suivre pour redevenir durable et viable.